

Il y a lieu de s'inquiéter, en effet, car le gouvernement semble considérer le document comme un véritable discours du trône et croire effectivement que cette ébauche aride, cet aveu franc de son inaptitude à conjurer des problèmes graves constituent un moyen approprié de lancer le pays dans la décennie des années 70.

L'administration actuelle a eu près d'un an et demi pour disposer des mesures législatives résiduelles de l'administration Pearson. Il faut beaucoup de talent culinaire pour apprêter des restes de façon à les rendre appétissants. Le gouvernement actuel n'a pas fait montre de la maîtrise d'un cordon bleu.

La deuxième session de la présente législature devrait illustrer brillamment ce qu'on entend par la « société juste ». Serait-on étonné de découvrir que ce n'est là qu'un autre de ces slogans politiques vides de sens?

Ce que le peuple canadien attendait du discours du trône c'était un programme d'action, une définition sans équivoque des priorités, l'expression sans ambiguïté des préoccupations du gouvernement national. Au lieu de cela, il est évident que le gouvernement se propose de passer la session en s'attardant à une discussion toute académique d'une véritable avalanche de Livres blancs. On pourrait dire que le gouvernement abdique pour un an.

Il n'y a pas un mot dans le discours du trône sur des plans de mise en valeur à l'échelle nationale; pas un mot sur l'éducation, la formation, ou les occasions de perfectionnement personnel.

Les Canadiens commencent à se lasser des piètres raisons alléguées par l'administration pour excuser son manque de décision et de direction. Le gâchis hérité du gouvernement précédent aurait dû être liquidé il y a longtemps. Quant au second prétexte qu'on se plaît à invoquer, à savoir qu'aucun programme d'envergure ne peut être entrepris dans l'état actuel de notre économie, je n'aurais jamais cru que l'administration actuelle aurait la témérité de justifier ainsi son inaction.

Le gouvernement Trudeau, au même titre que le précédent, porte la responsabilité des vices de notre économie. La myopie fiscale qui a caractérisé le régime Pearson s'est avérée contagieuse.

Les libéraux, depuis qu'ils ont pris en main les rênes du pouvoir il y a six ans, ont passé trois ministres des Finances, chacun d'eux un peu plus borné que son prédécesseur. Ils se sont constamment trompés sur notre situation économique, leurs politiques économiques sont toujours venues à contre-temps et, dans

[L'honorable M. Choquette.]

la plupart des cas, ils n'ont fait qu'aggraver nos problèmes économiques plutôt que de les résoudre.

Depuis près de cinq ans, le gouvernement utilise des mesures inflationnistes. Ses propres conseillers l'ont prévenu qu'il courait au désastre. Mais il a fait la sourde oreille, et l'inflation s'est installée. Pourquoi gaspiller l'argent des contribuables et embaucher des conseillers au prix fort si l'on n'a pas l'intention de les écouter?

Le Conseil économique du Canada a averti le gouvernement que ses politiques anti-inflationnistes de restrictions fiscales et monétaires pouvaient nous plonger dans une récession, car elles visent des objectifs hors-cible. Je cite l'exposé du Conseil économique du Canada:

De nouvelles restrictions financières et monétaires pourraient bien se solder tout simplement par une augmentation du chômage et un ralentissement économique, et n'avoir que des effets peu appréciables sur la montée actuelle des prix et des coûts.

Le Conseil économique a fait remarquer que l'inflation provient davantage de la montée des coûts que de l'abaissement de la demande. La distinction devient importante quand il s'agit de déterminer le degré de sévérité des restrictions monétaires et financières à apporter pour contrôler l'inflation.

L'inflation due à la poussée des coûts vient principalement des demandes excessives de hausses de salaires. Il faut donc s'employer davantage à contrôler la spirale des salaires qu'à augmenter les impôts, à limiter les dépenses gouvernementales et à resserrer le crédit.

Cependant, au lieu de s'efforcer résolument de convaincre les syndicats de se montrer plus raisonnables dans leurs revendications, le gouvernement a choisi l'autre voie. Il a intensifié les restrictions monétaires et fiscales plutôt que de suivre les recommandations du Conseil économique. Il s'ensuivra inévitablement une augmentation radicale du chômage.

En fait, il est impitoyable de combattre l'inflation en ayant recours à une augmentation délibérée du chômage. Cela équivaut à créer, à dessein, un gâchis épouvantable, puis à demander à quelqu'un de le nettoyer.

Au lieu de licencier impitoyablement les gens, le gouvernement devrait s'efforcer de diriger l'économie de façon que la demande augmente de façon plus soutenue. Il faut concevoir une façon cohérente de fixer des priorités sur le plan national pour remplacer les méthodes actuelles improvisées.